



PSA GROUPE  
Rennes la Janais  
Tel : 02 23 36 44 52

# Déclaration CGT à la Région Bretagne le 13 décembre 2016

La CGT tient à réagir à l'aide apporté à PSA par Rennes métropole de 2, 3 millions d'euro à PSA RENNES. Cette somme s'ajoute au rachat à hauteur de 13,3 millions d'Euro de 53 hectares de terrains de PSA par les collectivités et le financement par l'état de 60 jours environ pour l'année 2016 au titre du chômage partiel sur le Site.

La CGT s'insurge sur l'utilisation faite de fonds publics consistant à donner de l'argent à PSA.

Alors que le Groupe a engrangé des bénéfices qualifiés d'historique de 1, 5 milliards en 2015 et un chiffre d'affaire de 1, 2 milliard au premier semestre 2016, l'état a également versé 200 millions d'euro au titre du CICE. Un rappel, les manipulations capitalistes ont couté au Groupe 6 milliards d'Euro sous formes de dividendes et de rachats d'action sur 13 années au profit des sociétés financières FFP et Peugeot frères. A cela s'ajoute le retour au CAC 40 et le versement de retraites chapeau. Ces sommes n'ont pas ou peu été investies dans la recherche et le développement et la modernisation de l'outil de production gages du développement de l'emploi. L'argent public ne doit pas payer pour les erreurs du passé du groupe PSA en matière de stratégies industrielles et financières.

Pour La CGT la notion de service public est de répondre au plus grand nombre, en terme de qualité de transport, de la construction et l'entretien du réseau routiers, des voies ferrées, garantir l'éducation, apporter un service public de qualité et non aider les grands groupes déjà bien gavés qui exercent un chantage honteux sur les questions d'emploi.

A l'heure actuelle, PSA continue sa course à la rentabilité financière en taillant dans les effectifs dans toutes les catégories professionnelles (techniciens, cadres et ouvriers).

Le Groupe se débarrasse de secteurs qu'elle juge non rentables par la cession d'activité telles que le service informatique, les pompiers, la mise au point des lignes de ferrage, et le transfert et la vente de la logistique effective au 1<sup>er</sup> janvier 2017 vers GEFCO pour un montant de 8 milliards d'Euro sur 5 ans. L'emploi est une nouvelle fois considéré comme une variable d'ajustement.

La CGT s'interroge par ailleurs sur le financement par Rennes métropole d'un programme de recherche et développement et d'innovation dédié au Site de Rennes La Janais alors que PSA veut réduire l'empreinte de la Recherche et développement sur la pluparts de Sites industriels pour les concentrer vers les centres d'études de Vélizy, La Garenne et Sochaux. Pour le Site de Rennes La Janais, ce sont 75 cadres, ingénieurs et techniciens sur un effectif de 150 qui sont concernés par ces transferts de postes pour cette année.

Pour **La CGT**, le maintien et le développement de l'emploi dans le Groupe passe par :

- L'arrêt immédiat de toutes les suppressions d'emplois avec une embauche en CDI pour un départ.
- L'arrêt immédiat des ventes de secteurs entiers du Groupe,
- L'arrêt de l'accord compétitivité qui accentue la précarité et la flexibilité du travail ;
- Une réelle politique salariale pour redonner du pouvoir d'achat aux salariés
- Des investissements à long terme pour le maintien et le développement des emplois sur les prochaines années dans le Groupe.

Pour **La CGT** d'autres choix sont possibles :

- Il faut préserver, développer et consolider la filière auto par l'investissement dans l'emploi, la recherche et le développement à l'exemple d'une motorisation décarbonnée, par la diversification des entreprises sous-traitants tributaires du donneur d'ordre en recherchant de nouveaux partenariats.
- **La CGT** revendique également le droit d'intervention et de regard des salariés dans les choix et stratégies des entreprises.
- **La CGT** exige également un droit de regard et de contrôle des fonds publics.